

La grande transformation

mardi 24 septembre 2019, par [Tony ANDREANI](#)

Sommaire :

Un système insoutenable

Ceux, dont je suis, qui pensent que le système capitaliste est devenu insoutenable du fait de l'ampleur sans précédent des inégalités de revenus et de patrimoines qu'il génère, de la soumission accrue du travail qu'il produit en le réduisant à un simple coût, de son action sur le climat, des innombrables dommages qu'il cause aux écosystèmes, de son entreprise de destruction subreptice des formes les plus élémentaires de la démocratie, s'interrogent sur la manière de le remplacer par un système successeur. En outre, sa logique est manifestement intenable à long terme : l'accumulation ne peut être infinie, les dettes ne peuvent s'accroître sans aboutir à des krachs, les crises de surproduction deviendront de plus en plus insurmontables. Nous y reviendrons. Mais il est tout aussi essentiel d'interroger l'autre face du procès de valorisation capitaliste : les procès de travail qu'il met en œuvre, et, au-delà, le système des besoins qu'il induit.

Les lignes qui suivent sont fortement nourries par le remarquable ouvrage de Philippe Bihoux, *L'âge des low techs* [1]. Fruit d'un travail de haute qualité scientifique (l'auteur est un ingénieur, qui n'ignore aucun domaine des technologies), appuyé sur une impressionnante documentation, cet ouvrage montre les impasses auxquelles conduisent les technologies de pointe, tant vantées par les bonds qu'elles sont censées réaliser, et développe les voies et moyens, tout en gardant le meilleur d'entre elles, de revenir à des technologies plus simples et plus robustes, mais soutenables. Quant à leurs effets sur le mode de vie, ces dernières ne peuvent que l'améliorer. C'est ce que je vais développer, en m'appuyant sur les concepts que Marx a élaborés pour analyser le procès de travail (l'objet du travail, l'instrument de travail et le travailleur lui-même comme travailleur « concret et utile »), puis sur les effets du procès de valorisation sur ce procès. Pour finir je m'attacherai au procès de consommation, ici encore en suivant une suggestion de Marx, et, à travers lui, au système des besoins.

L'épuisement des objets de travail

L'objet de travail, c'est bien sûr d'abord la nature elle-même : sol, forêts, végétaux, espèces animales, eau, vents, marées, métaux, sédiments fossiles. Tout cela est lié, d'une manière ou d'une autre, aux conditions climatiques, dont le rapide changement, conséquence des activités humaines (de sorte que l'on peut parler d'une nouvelle ère géologique, « l'anthropocène »), occupe désormais le devant de la scène. Mais la raréfaction des sols cultivables (suite à l'urbanisation, au bétonnage, aux autoroutes), la déforestation, l'extinction des espèces (la « 6° extinction »), l'assèchement et l'appauvrissement des sols etc., sont aussi à présent bien documentés et constatables au quotidien.

Philippe Bihoux s'attache particulièrement aux métaux, puisqu'ils sont la matière première de toutes les technologies, industrielles et post-industrielles. Or il note que l'on a extrait plus de métaux en quelques décennies que dans toute l'histoire de l'humanité, et qu'ils se font de plus en plus rares, à l'exception du fer et de l'aluminium. Certes on réussit à en extraire toujours plus, mais au prix de dépenses d'énergie de plus en plus considérables, et il faut de plus en plus de métaux pour disposer d'une énergie de plus en plus difficile à produire.

Cette énergie a été pendant longtemps fournie par la nature (l'eau, le vent), elle est obtenue depuis le

début de l'ère industrielle à partir d'énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz). Or celles-ci, qui étaient facilement accessibles, s'épuisent. Le charbon est plus difficile à extraire, tout comme le pétrole conventionnel, dont le pic, note-t-il, a été atteint en 2006. Le pétrole et le gaz non conventionnels, eux, demandent énormément d'énergie pour être produits, sans parler des émissions de CO2 et de leur impact sur le climat.

L'objet de travail, c'est aussi la nature déjà plus ou moins transformée. Les outils et machines simples utilisaient le bois, les pierres, le sable, le cuir etc., qui étaient fournis par la nature. Eux aussi, pour la plupart, s'épuisent, comme le sable roulé, qu'il faut aller chercher dans des plages et rivières de plus en plus lointaines. Mais les technologies modernes utilisent des métaux de plus en plus rares [2] et composites, qui ont subi de nombreuses transformations. Pendant longtemps, note Philippe Bihouix, la chimie usait de ressources naturelles renouvelables. Désormais la chimie industrielle repose sur les ressources qui ne le sont pas, précisément les ressources fossiles. Tout comme la chimie des matières plastiques, qui ont en outre l'inconvénient d'être peu recyclables et pas biodégradables - d'où leur fort impact en matière de pollution.

Les défenseurs inconditionnels des hautes technologies assurent que c'est le progrès technologique lui-même qui résoudra les problèmes. Philippe Bihouix démonte leurs assertions. L'économie circulaire ne recycle pas grand-chose. La croissance dite « verte » utilise des métaux de plus en plus complexes, très difficiles à recycler. La bio-économie (animaux au patrimoine génétique modifié, bio-matériaux, bio-carburants) réduit les surfaces cultivables. Les nanotechnologies ont des applications dispersives, donc impossibles à recycler. L'économie 2.0, reposant sur l'informatique, réduit bien quelques dépenses de matériaux, mais entraîne d'énormes dépenses d'énergie et pousse, indirectement, à un développement exponentiel d'autres dépenses (qu'on pense à l'essor du tourisme mondial stimulé par l'internet).

Bref le dit progrès technique conduit à « la triple impasse extractiviste, productiviste et consumériste », et ceci d'autant plus qu'il connaît ce que l'auteur appelle un « effet de parc » (il faut beaucoup de temps pour changer les technologies) et un « effet rebond » (leur coût d'utilisation en baisse stimule la demande).

Voyons maintenant ce qui se passe du côté des instruments de travail.

Des instruments de travail de plus en plus sophistiqués, difficiles à produire, à entretenir et à réparer.

Personne ne niera les formidables bonds de productivité permis par le développement des technologies (qu'on songe, par exemple, au temps mis pour construire des routes ou des immeubles). Mais il ne faut pas oublier les revers. Un premier exemple : la célèbre 2CV Citroën, vu sa simplicité, pouvait être entretenue et réparée par quasiment n'importe qui, pour des coûts très modestes. Les voitures d'aujourd'hui, bourrées d'automatismes et d'électronique, demandent des spécialistes, et coûtent à l'usage de plus en plus cher. Or les progrès en matière de conduite, de vitesse, de confort et de sécurité qu'elles apportent ne sont pas proportionnels à ce coût. De plus elles utilisent des matériaux rares (c'est encore plus vrai de la voiture électrique, sans parler de la voiture autonome), ce qui nous renvoie à l'impasse précédente. Un deuxième exemple : les éoliennes de grande puissance, parfois hautes comme la moitié de la tour Eiffel, sont censées fournir une énergie renouvelable fournie gratuitement par la nature. C'est oublier, note notre auteur, que, outre leur coût de construction, elles utilisent des aimants surpuissants, une technologie très coûteuse. Troisième exemple : les panneaux photovoltaïques, eux aussi considérés comme producteurs d'énergie « verte », utilisent des matériaux extrêmement rares, difficiles à extraire (avec de grandes dépenses d'énergie). Certes leur coût a baissé, mais jusqu'à quand ? Quatrième exemple : les navires de transport de marchandises. Ici encore la sophistication et la taille ont permis des gains de productivité considérables avec la conteneurisation. Mais au prix de gigantesques installations portuaires, de dépenses d'énergie (sale) énormes, d'une pollution des mers et des ports. Dernier exemple : l'informatisation du monde a tous les avantages que l'on connaît. Mais, si l'on considère toute la chaîne qu'elle suppose, des câbles sous-marins aux centres de serveurs difficiles à produire, à réfrigérer, donc

très énergivores, et à entretenir, on est très loin d'une « économie dématérialisée ». On pourrait multiplier les exemples de progrès qui, à considérer l'ensemble des coûts impliqués, qui ne feront que croître avec l'épuisement de ressources de base, sont des progrès réels mais au total chèrement payés, et qui, en agissant sur le climat, ont des effets destructeurs qui ne sont pas pris en compte. Pour toutes ces hautes technologies (high tech), il faudrait, de toute évidence, mettre en balance les avantages et les inconvénients, ce que, nous y viendrons, le système de l'économie capitaliste de marché ne permet pas de faire.

Un travailleur dépossédé de ses savoirs faire et voué aussi à l'épuisement

C'est la thématique la plus étudiée par les sciences sociales. On ne la développera pas ici. Un exemple suffira : les manutentionnaires des entrepôts d'Amazon, accrochés à leur télécommande, sont des sortes de robots vivants, en attendant qu'ils soient remplacés par de vrais robots (comme dans certains entrepôts chinois). D'une manière générale, avec l'hyper-division du travail et les implications du lean management [3], la santé des travailleurs a recommencé à se dégrader, et ceci même dans les professions considérées comme intellectuelles, avec notamment la croissance des troubles musculo-squelettiques. La durée du travail, qui aurait pu diminuer beaucoup avec les progrès de la productivité, tend partout à augmenter. L'intensité du travail aussi, et pas seulement dans les bagnes du travail qui ont fleuri, sous l'effet de la mondialisation, dans les pays les moins développés. Pour la première fois l'espérance de vie diminue dans les pays développés, et tout d'abord l'espérance de vie en bonne santé.

Après ces constats il s'agit de comprendre pourquoi et comment on en est arrivé à de telles impasses, et comment en sortir. Philippe Bihouix esquisse des solutions, sur lesquelles je vais revenir, et met en cause le mode de production dans son ensemble, mais sans développer la question. C'est là que je voudrais prendre le relais.

Le capitalisme a modelé le procès de travail selon sa logique et ses intérêts

Aux adorateurs des « forces productives » et de leur nécessaire développement, il faut rappeler que Marx a montré, avec précision mais de manière partielle, que le capitalisme, qui a certes, comme aucun autre système de production dans l'histoire, fait faire d'extraordinaires bonds à la productivité du travail, au sens strict du terme (à savoir des économies de travail vivant pour un résultat donné, et non des gains de « rendement », lesquels englobent des accroissements de la durée et de l'intensité du travail), se soumet le procès de travail en triant les forces productives (du travail) [4] et en les modelant dans le sens de son intérêt. C'est ce qu'il appelle la « subsomption réelle » du procès de travail au procès de valorisation capitaliste.

Pour comprendre comment cela se passe, il faut donc revenir à la base : le procès de valorisation capitaliste. Bref retour à Marx. Le capitaliste est d'abord un marchand : il achète des marchandises, leur fait subir une transformation quelconque, et les revend (c'est le procès marchandise-argent-marchandise, M-A-M). Il ne s'occupe ni de ce qui se passe en amont, ni de ce qui se passe en aval. Seuls compte pour lui le prix d'achat (le moins élevé possible, pourvu que la marchandise soit apte à la transformation voulue) et le prix de vente (le plus élevé possible, pourvu que la marchandise transformée soit vendable, réalise « le saut périlleux » de sa réalisation comme marchandise). Peu lui importent les effets de la marchandise achetée sur les travailleurs qui l'ont produite (leurs conditions de travail, leurs salaires) et sur l'environnement. Il ne se préoccupe pas davantage des effets sur les travailleurs qui vont l'utiliser ou sur les consommateurs finaux, pourvu qu'il réussisse à persuader ses acheteurs de l'utilité et de la qualité de la valeur d'usage qu'il leur propose et du bon prix de celle-ci, C'est ainsi qu'on en viendra à acheter, avec la mondialisation des échanges, des produits réalisés quelque part dans le monde dans les pires conditions d'exploitation, et que l'on produira des produits qui ont des effets nocifs, mais ignorés ou dissimulés, sur les utilisateurs et les consommateurs d'une part, et sur l'environnement d'autre part. Tout ceci est logique, tant que la chaîne des achats-vente est laissée à elle-même ou très peu régulée par des autorités publiques. On dira que c'est le propre de toute production marchande simple, sauf que celle-ci,

dans les sociétés précapitalistes, reste proche des utilisateurs, qui sont à même d'en juger, à quelques exceptions près (le commerce de longue distance). Dès lors on comprend que ce que les économistes appellent des « effets externes » à la pure relation marchande se soient multipliés et aient donné lieu à toutes sortes de « maux publics ».

En deuxième lieu les capitalistes veulent faire des profits, et, aujourd'hui, dans les grandes entreprises, augmenter leur « valeur actionnariale » (en Bourse ou dans les marchés de gré à gré). Et, pour eux, seuls comptent le court terme, et, au mieux, le moyen terme : un horizon temporel étroit, qui conduit les plus cupides à se dire « après moi le déluge ». Comportement aggravé avec la financiarisation, puisque les investisseurs ont le regard braqué sur les résultats trimestriels. Certes les grandes entreprises doivent voir plus loin, mais elles sont bridées par de telles exigences des marchés financiers. Rien d'étonnant de ce fait à ce qu'elles ne soucient pas de l'épuisement des ressources naturelles, quasiment pas des effets de serre qu'elles génèrent, et pas du tout ou très peu des dégâts qu'elles infligent à l'environnement. Toutes les études montrent que la « responsabilité environnementale » des entreprises relève plus de l'annonce publicitaire et de l'image de marque que de pratiques effectives. Idem pour la « responsabilité sociale », qui demanderait des contrôles beaucoup plus stricts des sous-traitants que ceux qui sont pratiqués.

En troisième lieu le capitalisme est fondé sur la concurrence, qui était jusque là restée limitée ou même bannie (dans les corporations de métiers). Le but est non seulement de réaliser un profit (c'est le procès argent-marchandise-argent, ou A-M-A'), mais encore un surprofit par rapport aux concurrents, ce qui conduit nécessairement à une forme oligopolistique de la concurrence. Et pour cela tout est bon.

Les capitalistes entendent d'abord utiliser les moyens de production les moins onéreux (ce que Marx appelle « faire des économies sur le capital constant »). Souci louable en soi, car source de gains de productivité (le même travail vivant utilisera moins de « travail mort » pour un même résultat), mais qui conduit souvent à baisser la qualité des produits. On peut citer les exemples récents de steaks de mauvaise qualité, voire trafiqués, ou celui des produits alimentaires bourrés de pesticides qu'utilise l'industrie agro-alimentaire car ils sont moins chers, pour illustrer le tri parmi les moyens de production qui a été effectué. Idem pour leur modelage : voir la quantité invraisemblable d'ingrédients nocifs que contiennent la plupart des produits de consommation courante, qui servent à enjoliver le produit ou à assurer une plus longue conservation, au détriment de la santé des consommateurs [5].

Pour mieux vendre ou gagner des parts de marché, les capitalistes vont aussi innover sans cesse, même si ces innovations sont souvent factices ou de peu d'intérêt, et faire miroiter des qualités imaginaires (de la « réclame » à la publicité telle qu'on la connaît aujourd'hui le développement a été exponentiel). Et ceci sans parler des contrefaçons, qui sont aussi le plus souvent une tricherie sur la qualité, mais qui sont un cas particulier. Tout cela est un effet de système : aucun capitaliste ne peut y échapper, à partir du moment où l'un le fait.

Ces quelques considérations concernent l'objet et les instruments de travail. Mais la soumission réelle concerne aussi, bien sûr, le travailleur, avec toutes les technologies sociales mises en œuvre pour faciliter le contrôle de son activité, l'intensification de son travail, la diminution de sa qualification, qui ont de multiples effets non seulement sur sa dépense de travail, mais aussi sur son travail concret. Marx en donnait déjà de nombreux exemples, et l'inventivité des capitalistes à cet égard, du taylorisme au lean management et à la robotisation numérique des gestes a été impressionnante. On n'en dira pas plus ici.

La conclusion est claire. C'est tout le procès de travail qu'il faudrait changer, et ce ne peut être fait qu'en sortant du mode de production capitaliste. Certes on pourrait et on devrait réduire, par le droit du travail et l'imposition de normes de production plus respectueuses du travailleur, du consommateur et de l'environnement, tous les travers et méfaits de la production capitaliste. Mais on en est arrivé au point où c'est tout le mode de production, et, avec lui, le mode de consommation lui-même qui sont devenus insoutenables.

Impossibilité d'une croissance sans fin. La question de la décroissance

Première évidence : la continuation indéfinie de la croissance du PIB est tout simplement impossible : un taux de croissance du PIB de seulement 1% signifierait un PIB multiplié par 300% au bout de 100 ans et de 20.000% au bout de 1000 ans [6]. Deuxième évidence : cette croissance est toujours plus le fait du capitalisme, parce que celui-ci tend à liquider, surtout depuis le triomphe de « l'économie de marché », tous les autres modes de production (précapitalistes, étatique, coopératif), à la fois dans chaque pays et à l'échelle globale, avec la mondialisation des échanges. On a parlé, à ce propos, de « capitalisme absolu » [7].

Cependant cette croissance capitaliste rencontre deux limites. La première est celle de la main d'œuvre exploitable. La salarisation ayant progressé dans toute la planète, il faudrait un jour, la croissance de la population ne pouvant être infinie, aller chercher une autre planète habitée d'humains pour trouver de nouvelles sources de plus-value. La seconde est le prodigieux accroissement des inégalités, à une échelle inconnue dans l'histoire, qui génère troubles sociaux, rébellions de toutes sortes, criminalités, bref un chaos lui aussi inédit, du moins de cette ampleur.

Mais ce qui accélère l'histoire et qui fait que ces limites seront plus rapidement atteintes est évidemment les dégâts causés par l'anthropocène à la nature habitable (détérioration du climat, extinction des espèces, réduction des terres cultivables, des ressources en eau et en minerais, pollution généralisée), et ils sautent aujourd'hui aux yeux. C'est confrontées à l'ampleur de ces phénomènes que sont nées les théories de la décroissance et celles de l'effondrement, qui le plus souvent (mais pas toujours) mettent en cause le caractère capitaliste de la croissance. Et, là, on se trouve rapidement devant un paradoxe : comme freiner la croissance quand 748 millions d'habitants de la planète sont privés d'eau potable, quand la faim dans le monde progresse (815 millions de personnes souffrent de sous-alimentation chronique, un chiffre en augmentation) ? Pour leur permettre de sortir de cette situation critique et améliorer leur sort, il faut bien construire toutes sortes d'infrastructures et les doter de moyens de production plus efficaces, donc plus coûteux, mais tout en économisant les ressources [8]. Il faut donc plus de croissance, d'autant plus que la population mondiale continue à augmenter, quoique plus lentement (il y aura deux milliards de Terriens de plus en 2050). La réponse des partisans de la décroissance consiste à prôner une réduction et une meilleure répartition de la richesse matérielle dans les pays qui en ont les moyens, les pays riches, où les ménages sont souvent suréquipés, donc au moins une stagnation du PIB, ce qui ferait école et laisserait plus de ressources disponibles aux pays pauvres. Il existe pourtant une autre réponse, le changement des procès de travail, des technologies en particulier, et celui du mode de consommation. C'est ici que l'on retrouve les analyses de Philippe Bihoux [9]. Il y a des productions qui devraient effectivement décroître, celles qui sont dispendieuses en ressources, et d'autres qui devraient croître, celles qui le sont moins, en sorte qu'un mode de vie plus sobre, mais en définitive plus heureux, soit généralisable, à la fois en direction des pauvres des pays riches et des populations des pays pauvres. Il faudrait de toute façon cesser de tout axer sur la croissance du PIB, instrument de mesure très imparfait [10].

Ce qui devrait décroître

C'est d'abord tout ce qui épuise les ressources naturelles, avec son impact sur le climat. A l'inverse il faudrait privilégier les ressources renouvelables. Mais cela implique de changer les technologies et les modes de vie. Voici quelques exemples simples donnés par l'auteur. Le bon vieux thermomètre médical à mercure est pratiquement inusable, à moins de le casser, alors que les appareils électroniques, qui utilisent un grand nombre de composants, n'ont qu'une durée de vie limitée, tout en n'apportant pas de gain réel en matière d'usage (sauf dans les hôpitaux). Les piles jetables, impossibles à recycler, seraient avantageusement remplacées par des piles rechargeables. On pourrait réchapper tous les pneus des véhicules, et pas seulement ceux des camions. On pourrait réutiliser la tête des marteaux si l'on en changeait seulement le manche. On devrait construire, au lieu des éoliennes géantes, bourrées de produits rares et complexes, des éoliennes de village, moins gourmandes en matériaux, et par ailleurs plus

faciles à installer et à entretenir. Etc.

Le deuxième principe général est de faire plus simple et réparable, non seulement pour augmenter la durée de vie des produits (le contraire de leur « obsolescence programmée »), mais encore pour réduire la quantité de matières premières utilisée et pour éviter d'avoir à faire appel à des spécialistes hautement qualifiés. Cela réduirait certes le commerce (donc le PIB) si on faisait l'entretien et les réparations soi-même, mais, comme ce ne serait possible que dans certains cas, on verrait se recréer de nombreux ateliers de réparation, sources d'autant d'emplois. L'illustration la plus frappante du principe « faire plus simple » concerne le domaine de la mobilité. Philippe Bihoux a calculé que la production des voitures et des systèmes techniques associés représente, au bas mot, entre 30 et 40% de la production mondiale ! En sorte que, hormis les cas où elle est absolument indispensable, il faudrait absolument remplacer la voiture par le vélo et le train [11]. Dans le même ordre d'idées, il faudrait « démachiniser » non sans doute la production (les robots économisent du travail humain, quoique jusqu'à un certain point - ils ne s'entretiennent ni se réparent eux-mêmes), mais dans les services, où le travail est souvent déplacé (gratuitement) vers les utilisateurs (ainsi avec les bornes et les interfaces informatiques).

Qu'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas de priver de tous les progrès de la technologie, par exemple du traitement automatique de données en médecine ou dans d'autres professions intellectuelles, mais de les utiliser à bon escient. L'intelligence artificielle ne doit pas être surestimée, Philippe Bihoux a parfaitement raison d'en souligner les limites. Rien ne remplacera le diagnostic final du médecin ni le jugement d'un avocat.

Le troisième principe est de relocaliser au maximum la production, mais, précise bien l'auteur, sans perdre les bons effets d'échelle. Il concerne bien sûr le commerce international, avec ses délocalisations à n'en plus finir, qui ont fait parler du « grand déménagement du monde », mais aussi le commerce local. Soit l'exemple des grandes surfaces commerciales : elles sont dévoreuses de terrains cultivables et entraînent de longs déplacements automobiles de leurs clients. A l'opposé les commerces de centre ville et les marchés locaux n'occupent que peu ou pas du tout de terrain et ne nécessitent que peu ou pas du tout de déplacements de cette sorte. Cela ne veut pas dire que la grande surface ne soit pas utile dans certains cas ou pour certains produits, mais il faudrait toujours en estimer les coûts cachés pour l'environnement et pour les matériaux de construction.

Le quatrième principe est « d'orienter le savoir vers l'économie des ressources », mais on pourrait dire aussi vers le bien-être et la satisfaction du travailleur, qui sont, après tout, des sources de productivité dans l'entreprise et d'économies (pour le système de protection sociale). Comme les directions de ressources humaines et les écoles de management n'en ont cure ou n'en font que peu de cas, c'est la recherche publique qui devrait s'en charger.

Ces principes sont valables même avec un système des besoins inchangé. Mais, pour sortir des impasses, il faut aussi « remettre en cause les besoins ».

Changer le système des besoins

La critique du tout marchand, de l'idéologie de la marchandise et du consumérisme a été abondamment et brillamment développée, et ceci dès la fin des années 1960. Force est de constater que depuis, avec la montée en puissance du néo-libéralisme, ces aspects de la civilisation capitaliste n'ont fait que se renforcer, et particulièrement ces dernières années avec l'apparition des moteurs de recherche et des réseaux sociaux, qui tirent l'essentiel de leurs revenus de la publicité ciblée (comme on dit, quand le service paraît gratuit, c'est que l'internaute lui-même est le produit). De là on est tenté de considérer que le système crée effectivement les besoins dont il a besoin.

En réalité, si l'on en croit Marx, le procès de consommation n'est pas le dernier maillon de la chaîne, il a sa propre autonomie [12]. Dès lors il n'est pas malléable à volonté, d'autant plus que les besoins ne sont pas à proprement créés, mais reposent sur des bases anthropologiques transhistoriques, auxquelles il fait

subir ses propres mutations [13]. De fait on constate toutes sortes de résistances à l'individualisme ultra-libéral (par exemple des comportements de solidarité, et pas seulement dans des situations extrêmes) et au culte de la marchandise (par exemple des formes de partage ou de troc), comme si la société secrétait ses anticorps. Changer les besoins dès lors ne relève donc plus de l'utopie de « l'homme nouveau », chère aux révolutionnaires communistes, ni de l'homme « augmenté » des adeptes du transhumanisme. Les expériences menées un peu partout pour changer le mode de vie, en s'appuyant sur les besoins refoulés par la civilisation capitaliste (les jardins partagés, les ZADs, les communautés de production, les villes en transition etc.) sont légion, mais elles restent marginales, avec cependant un effet éducatif certain. C'est donc bien le mode de production capitaliste qu'il faut dépasser, car il a tendance à tout écraser sous son rouleau compresseur, avec la complicité active des Etats qu'il a investis. On ne peut attendre des comportements individuels des consommateurs, même soutenus par leurs associations ou par des ONG, une sortie de l'impasse où il nous conduit. Par exemple un tri soigneux ou un ramassage des déchets sont certes autant de gestes de bonne volonté, souvent soutenus par les collectivités locales, mais ils ne peuvent s'attacher à la source des déchets.

Pour changer le système des besoins on ne peut davantage se contenter d'appels à un mode de vie plus modeste et plus responsable. Car tout système social qui repose sur de grandes inégalités de revenus et de patrimoine tend à générer de la surconsommation. C'est ce que Thorstein Veblen avait déjà expliqué à la fin du 19^e siècle : la rivalité mimétique pousse les individus à posséder plus que leurs semblables, tant à l'intérieur de leur classe sociale que d'une classe à l'autre. Les riches par exemple veulent copier et égaler les hyper-riches, et le processus se poursuit jusqu'à ce que le plus démuné rêve de posséder au moins quelque symbole de la richesse (illustrons : le basket de marque pour l'enfant du HLM). Bourdieu a également montré, dans *De la distinction*, comment la différenciation sociale s'opère non seulement à travers la propriété et les revenus, mais encore à travers tout un jeu de signes (par exemple dans les manières de table), que les individus cherchent à imiter. Evidemment ce mimétisme est stimulé par l'esprit compétitif du capitalisme, encore renforcé avec le néolibéralisme. Pour s'attaquer à la source du consumérisme, et à ses effets destructeurs, il faut donc impérativement réduire les inégalités [14], ce qui ne peut être fait en profondeur qu'en commençant à sortir du capitalisme.

En guise de conclusion

Sortir du capitalisme, ce serait aller vers une forme ou une autre de socialisme rompant avec celles du passé, on ne voit pas trop comment faire autrement. Mais c'est évidemment une tâche de longue haleine, et semée d'embûches. Tout porte à penser qu'il faudra pendant longtemps composer avec le capitalisme, et donc enrayer son interminable dérive néolibérale, qui le conduit de crise en crise. La question est trop complexe pour être développée ici. On s'arrêtera seulement sur le faisable sans attendre, en mettant l'accent sur quatre axes nécessaires pour ne pas se rapprocher du bord de la falaise.

Il faudrait d'abord reprendre le contrôle des services publics pour les soustraire à la loi de la rentabilité capitaliste, avec toutes les conséquences que nous avons vues au passage. Leur renationalisation s'impose, mais elle n'a aucun intérêt s'il s'agit de gérer des entreprises publiques comme des entreprises privées, ou comme des instances bureaucratiques.

La deuxième nécessité est le retour de la planification, non certes impérative (sauf dans certains domaines), mais puissamment incitative. L'exemple chinois donne une idée de ce qui peut être fait en la matière. En tous cas il est clair que les problèmes du climat, de l'épuisement des ressources naturelles, de la biodiversité et de la pollution ne pourront être surmontés autrement. C'est, sans exagération, une question de vie ou de mort pour la civilisation humaine.

La troisième nécessité est d'aller vers une société plus égalitaire, puisque les inégalités génèrent de la rivalité mimétique, de la surconsommation et du gaspillage. Une société plus égalitaire serait aussi celle où le temps de travail pourrait à la fois être réduit et mieux partagé, et, à cet égard, les basses technologies, contrairement à ce qu'on pourrait croire, y seraient tout à fait propices [15].

La quatrième nécessité est de réduire l'opacité du marché (la relocalisation y contribue) et de combattre tous les effets pervers du marché capitaliste (le mensonge, la manipulation, notamment par le marketing, la corruption, qui sont autant d'effets de système, bien moins présents dans les marchés non capitalistes). On ne voit pas en effet comment on pourrait se passer des marchés dans une économie développée, les remplacer entièrement par une économie « des communs ». Cela signifie en particulier de fortes interventions du pouvoir politique. Comme le dit courageusement Philippe Bihoux, cela peut aller de l'interdiction pure et simple à des taxations véritablement dissuasives (ce ne sont pas de petites taxes sur les produits de luxe, yachts, voitures de sport et autres, qui freineront les grandes fortunes dans leur appétit de signes distinctifs). Quant à l'opacité du marché, c'est seulement à travers une certaine socialisation, telle que l'intervention des autres « parties prenantes » dans la conception et la commercialisation des produits, qu'on pourrait changer les processus de production pour les rendre réellement plus adaptés au travailleur et plus utiles au consommateur, et davantage « eco-compatibles ».

Dans son ouvrage publié en 1944, Karl Polanyi, appelait la « Grande transformation » celle par laquelle l'institution de la « société de marché » avait désencastré l'économie de toutes les autres relations sociales et avait fait du travail, de la nature et de la monnaie des marchandises « fictives ». On peut interpréter autrement, dans un cadre théorique plus marxiste, cette transformation historique [16], sans perdre les remarquables apports de ce grand penseur. Mais on le rejoindra largement dans les issues qu'il propose aux désastres entraînés par le capitalisme libéral, dont le saccage de la nature : une économie plurielle, une domestication du marché, un socialisme « associationniste », un Etat fortement régulateur. C'est donc pour une nouvelle Grande transformation qu'il faut agir pendant qu'il en est encore temps. Ce qui veut dire d'une certaine façon remettre la politique au poste de commandement, au lieu d'en faire l'auxiliaire plus ou moins zélé du capitalisme.

Notes

[1] Editions du Seuil, Paris, 2014.

[2] Par exemple l'indium, le gallium, le sélénium, le cadmium ou le tellure pour les panneaux photovoltaïques à haut rendement, le lithium pour les véhicules électriques, des dizaines de métaux pour une carte électronique..

[3] Inspiré de l'organisation japonaise de la production, ce management vise à éviter les gaspillages, les pertes de temps (le « juste à temps »), à améliorer la qualité, à favoriser la coopération entre opérateurs et concepteurs. Jusque là rien à y redire : il s'agit bien de gains de productivité. Mais c'est aussi le moyen d'exercer une pression maximale sur les travailleurs, d'éliminer tous ceux considérés comme excédentaires ou insuffisamment dociles ou « responsables », de dégraisser l'entreprise par les méthodes les plus surnoises. (on se souvient des vagues de suicides à La Poste et chez France Telecom, qui ont inspiré l'excellent film Corporate).

[4] A y regarder de près, Marx, dans Le Capital, n'utilise plus le terme de « forces productives », sinon à titre de raccourci, mais celui de « force productive du travail », une force dont les moyens de travail ne sont que des facteurs, ou des « gradients », et ceci jusqu'aux automatismes les plus perfectionnés.

[5] Une conservation d'ailleurs biaisée : on sait que les dates de péremption sont volontairement écourtées pour mieux relancer la demande.

[6] Philippe Bihoux évoque également une autre impossibilité : la croissance sans fin du crédit, qui serait exponentielle avec la cumulation des intérêts. Sans doute, mais on ne peut en déduire qu'il faudrait supprimer l'intérêt, dont la fonction en économie est incontournable. Si l'on veut le conserver, c'est le capital de prêt qui doit être dévalorisé (de l'annulation partielle aux dettes perpétuelles), comme c'est déjà parfois le cas dans l'économie capitaliste.

[7] Cf. des auteurs comme Bertrand Ogilvie ou Jean-Claude Michéa.

[8] Notamment les ressources en eau. Selon l'ONU, la planète connaîtra un déficit hydrique global de 40% dès 2030.

[9] « L'enjeu, écrit-il, n'est pas entre croissance et décroissance, mais entre décroissance subie- car la question des ressources nous rattrapera à un moment ou à un autre - ou décroissance choisie » (op. cit., p 113). Formulation un peu équivoque, car pour sauver les populations misérables de la planète il faut bien développer les basses technologies, donc les faire croître, et même certaines hautes technologies (par exemple le téléphone mobile dans les régions dépourvues de réseau filaire) tant que c'est possible.

[10] La critique de cet instrument de mesure du progrès est bien connue. Comme il repose sur des prix (avec, cependant une évaluation du produit des administrations), il ne dit rien sur la valeur d'usage réelle (si je creuse un trou pour seulement ensuite le reboucher, ce travail inutile aurait cependant un prix) ou ne fait que mesurer une valeur d'usage qui existe déjà (ainsi quand j'embauche une femme de ménage pour faire le travail que je faisais gratuitement). Il ignore les activités altruistes. Et, bien sûr, il ne tient pas compte des effets sur l'environnement. C'est pourquoi on a proposé d'autres mesures (par exemple des indicateurs de bonheur humain), plus difficiles à construire, mais plus pertinentes.

[11] Par systèmes techniques associés il faut entendre la production et la distribution des carburants, la construction de routes, autoroutes et parkings, la publicité, les radars et du travail des gendarmes, les dépenses sanitaires consécutives aux accidents, les assurances, et, à terme, le coût du changement climatique. La voiture électrique, lourde, très consommatrice d'énergie et de matériaux rares, n'est qu'une fausse solution, et encore plus la voiture connectée, pour les mêmes raisons.

[12] Dans l'Introduction de 1857, Marx écrivait que « l'acte final de la consommation, qui est conçu non seulement comme aboutissement, mais comme but final, se situe en dehors de l'économie ». C'est là une thématique que j'ai développée dans plusieurs écrits, en faisant du procès de consommation l'espace non du travail, mais des activités de temps libre, non des rapports de production stricto sensu, mais celui des rapports interindividuels. Naturellement son autonomie n'est que relative, et c'est une dialectique complexe qui régit la relation entre les deux (Cf. le chapitre sur le procès de consommation dans De la société à l'histoire, tome 1, Méridiens Klincksieck, 1989, où l'on trouvera aussi l'esquisse d'une théorie des « besoins génériques », et mon livre Un être de raison. Critique de l'homo oeconomicus (Syllepse, 2000)..

[13] Cf., dans les livres précités, ma discussion sur le thème de la nature humaine.

[14] Thème excellemment développé par Hervé Kempf, et que j'ai repris dans un article « Le changement climatique impose la planification », consultable sur mon blog.

[15] Philippe Bihouix note, avec raison, que la production high tech, telle qu'elle est impulsée par le capitalisme, est structurellement plus destructrice que créatrice d'emplois, alors que les low tech seraient fortement créatrices d'emplois. Quant au temps de travail, il pourrait être fortement réduit dans une économie plus sobre. L'auteur évoque même la perspective de 3h par jour.

[16] Ce que Polanyi appelle des principes non marchands tels que la réciprocité, la redistribution et l'administration domestique renvoient, selon moi, à des modes de reproduction infra-politiques du procès de production « immédiat », qui sont partie intégrante d'une économie entendue en un sens large, et dont les opérateurs sont la parenté, des formes de contrat social, la contrainte physique et l'allocation administrative.